Les historiens français et l'Alsace en 1918, du sens au contresens

How French historians interpreted and misinterpreted the "Alsace file"

Die französischen Historiker und das Elsass im Jahre 1918, Sinn und Unsinn

Georges Bischoff

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3517>

DOI : 10.4000/alsace.3517

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 343-363

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Georges Bischoff, « Les historiens français et l'Alsace en 1918, du sens au contresens », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3517> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3517>

Les historiens français et l'Alsace en 1918, du sens au contresens

Georges Bischoff

343

Les deux histoires d'Alsace les plus lues sont nées en France au même moment, à l'automne 1912, et se sont refermées sous leur forme canonique au moment où retentissait le clairon du 11 novembre 1918. La première est celle de Rodolphe Reuss¹ : elle a été écrite au soir de sa vie, comme une sorte de testament spirituel, pour une collection intitulée « Vieilles provinces de France », celle-là même où Lucien Febvre venait de publier un livre sur la Franche-Comté, et au moment-même où Marc Bloch écrivait sa seule monographie régionale consacrée à l'Île-de-France².

La seconde est celle de l'oncle Hansi, un album illustré destiné aux « petits enfants de France », mais en réalité à leurs parents, sur le mode du pastiche³.

Ces deux succès de librairie ont été réimprimés pendant la guerre et mis à jour au lendemain de l'Armistice, en réactualisant leurs dernières pages.

Pour Hansi, les *Schwobs* d'avant-guerre étaient à présent les Boches révélés par l'affaire de Saverne, dernier rictus prussien avant les horreurs du conflit – et la rédemption à venir⁴. Pour Reuss, qui pleurait ses

1. Rodolphe REUSS, *Histoire d'Alsace*, Paris, Boivin, 1912. L'ouvrage en est à sa 24^e édition en 1934.

2. Marc BLOCH, *L'Île-de-France. Les pays autour de Paris*, Paris, Tallandier, 1913.

3. *L'Histoire d'Alsace racontée aux petits enfants d'Alsace et de France par l'Oncle Hansi*, Paris, Floury, 1919 : postface p. 103-107, rédigée dans les Vosges, fin septembre 1915. La préface originale date de septembre 1912.

4. Georges BISCHOFF, « Oncle Hansi et le Leutnant von Forstner. Genèse et évolution d'une image satirique », in Jean-Noël GRANDHOMME et Pierre VONAU (dir.), *L'affaire de Saverne. Quand une petite ville d'Alsace devient le centre du monde (actes du colloque)*, Metz, Paraige, 2018, p. 125-138.

trois fils tombés au champ d'honneur, la parenthèse de l'annexion était sur le point de se refermer, en justifiant les sacrifices consentis pendant ces quatre années de guerre. La moquerie mise en œuvre par le premier, et le culte de la vérité historique invoqué par le second sont plombés par un climat nouveau, à l'interface de la douleur, du recueillement et de l'exaltation. L'ultime avatar de l'annexion avait été « la tragi-comédie de la proclamation d'une espèce de république rouge à Strasbourg par les soldats débandés d'Alsace et des marins venus de Kiel ».

344

En mettant un point final à un déchirement de près d'un demi-siècle, la libération de 1918 interpelle à la fois la mémoire des hommes et le discours politique du « métier d'historien » qui consiste à établir des faits et à en donner le sens. Le cœur du problème se trouve-t-il dans la formule de Lucien Febvre selon lequel « une histoire qui sert est une histoire serve⁵ » ?

Y penser toujours

À la veille de la Première Guerre mondiale, le thème de l'Alsace-Lorraine mobilise-t-il encore l'opinion française comme il le faisait aux premiers temps de la Revanche ? Jacques et Mona Ozouf ont montré son essoufflement en partant des manuels scolaires et de leur environnement pédagogique⁶. Le Rhin n'est plus un fleuve français. En 1911, lorsque Lavissee rencontre des étudiants des « provinces perdues », il n'a pas grand-chose à leur proposer en la matière, comme si l'annexion était actée pour de bon : « quant à moi, je regrette d'être trop vieux pour que je puisse espérer de voir, par le succès de vos efforts, ce que je souhaite le plus au monde, ce qu'on verra certainement un jour : une Alsace et une Lorraine plus heureuses⁷ ». La génération de l'année terrible est sur le déclin, et le refrain patriotique de naguère n'est plus qu'un bruit de fond. Si l'attention reste fixée sur la ligne bleue des Vosges – le Congrès de l'Enseignement se tient à Gérardmer à la même date et va

5. Dans une bibliographie surabondante, Jakob WUEST, *Comment ils ont écrit l'histoire. Pour une typologie des textes historiographiques*, Tübingen, Narr, Francke, Attempto Verlag, 2017.

6. Jacques et Mona OZOUF, « L'Alsace-Lorraine, mode d'emploi. La question d'Alsace-Lorraine dans le Manuel général, 1871-1914 », in Henri MONIOT (dir.), *Enseigner l'Histoire. Des manuels à la mémoire*, Berne, Francfort..., Peter Lang, 1984, p. 187-204.

7. « En Alsace », *La Revue de Paris*, 15 mai 1911.

se recueillir à Beblenheim, sur les traces de Jean Macé –, cela se fait sur le registre de la normalisation. *L'Histoire d'Alsace* de Reuss n'est pas une arme, mais un constat, décrispé, et celle de Hansi n'est qu'un pied de nez.

Pourtant, certains embouchent toujours les trompettes du pathos national, « Pourquoi ne met-on pas parmi les professeurs des originaires des provinces arrachées par la force brutale? », écrit l'un d'eux, en dénonçant la résignation comme « la défaite des cœurs ». L'omniprésence de l'Alsace-Lorraine dans l'imaginaire français⁸ a-t-elle besoin d'être ravivée par des directives officielles?

345

Ces propos appellent deux remarques. D'abord, l'irrédentisme est toujours à l'ordre du jour et continue à nourrir le débat français, sans être, d'ailleurs, le monopole de la droite dure : *la Carte au liseré vert* de Georges Delahache paraît en 1908, dans la collection des *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy.

Ensuite, un contresens à propos des historiens venus des « marches de l'Est » : ils sont bien présents, et l'on peut même dire que leur influence sur l'histoire et sa pédagogie est essentielle. Plusieurs d'entre eux, qui ont fait l'expérience du déchirement et de l'option sont encore actifs à l'orée de la Première Guerre mondiale. Outre Reuss, demeuré à Strasbourg jusqu'en 1896, Jacques Flach, Gustave Schlumberger, Gustave Bloch, Henri Welschinger, et une deuxième génération illustrée par Charles Diehl, Louis Stouff, Arthur Kleinclausz, Gustave Glotz, Henri Berr, Christian Pfister, Philippe Lauer, Henri Hauser, et bien d'autres, par les pionniers de la sociologie, Émile Durkheim et Marcel Mauss et par des germanistes à la fibre historique – Henri Lichtenberger, Charles Andler –, ou des philologues au tropisme vosgien tels Ferdinand Brunot

8. Cf. Laurence TURETTI, *Quand la France pleurait l'Alsace-Lorraine (1870-1914). Les « provinces perdues » aux sources du patriotisme républicain*, Strasbourg, Nuée bleue, 2008 (compte rendu dans *Revue d'Alsace*, n° 135, 2009, p. 506-508 par François Igersheim). Pour élargir le cadre, cf. Georges BISCHOFF, *Pour en finir avec l'histoire d'Alsace*, Pontarlier, Belvédère, 2015 (compte rendu dans *Revue d'Alsace*, n° 141, 2015, p. 454-458 par François Igersheim).

et Arthur Bloch⁹. Ce sont d'ardents républicains, souvent d'origine protestante ou juive, mais généralement agnostiques. Plusieurs d'entre eux ont assisté au bombardement de Strasbourg en août 1870.

Ces professeurs sont issus du même moule, celui de l'histoire positiviste qu'ils illustrent par leurs travaux ou qu'ils essayent parfois de dépasser, comme le fera Henri Berr. Ils revendiquent l'héritage de Fustel de Coulanges et plus spécialement sa conception de la nation perçue comme une adhésion volontaire : « Ce n'est pas Louis XIV, c'est notre Révolution de 1789 » qui a fait l'Alsace française. Charles Seignobos, le chef de file de l'école méthodique, est l'un de ceux qui ont le plus profondément ressenti son influence : il lui avait été présenté par une « amie alsacienne » (dont on aimerait connaître le nom¹⁰). Et de fait, Fustel est le héros, la référence absolue de l'historiographie « alsacianiste » française¹¹, et, avec Renan, l'inspirateur de Lavissee.

Ernest Lavissee, qui règne sur l'historiographie, et, plus encore, sur l'enseignement de l'histoire nationale n'est-il pas, en effet, le promoteur de la « question d'Alsace » au cœur de l'identité française ? Comme on le sait, le terme a été mis à la mode par Jean Heimweh, pseudonyme de Fernand de Dartin, en l'assortissant du mot d'ordre « Pensons-y et parlons-en » au rebours du « N'en parlons jamais » attribué à Gambetta. Pour le maître d'œuvre de *l'Histoire de France*, qui considère qu'« en devenant française, l'Alsace demeura l'Alsace », la thèse d'une nation fusionnelle s'inscrit dans une sorte d'eschatologie laïque validée par des étapes vérifiables, une conquête respectueuse des libertés locales, une sympathie mutuelle, des aventures partagées au nom de l'égalité... Mythologie républicaine ou non ? On a suffisamment glosé sur la construction du « roman national » pour qu'il soit inutile d'en rajouter : l'engagement patriotique de Lavissee

9. Christian AMALVI (dir.), *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones*, Paris, La boutique de l'Histoire, 2004.

10. Préface de Jean-Médéric TOURNEUR-AUMONT, *Fustel de Coulanges (1830-1889)*, Paris, 1931. Sur la conception du patriotisme de Fustel, p. 46 sqq.

11. *Centenaire de la naissance de Fustel de Coulanges*, célébré à Strasbourg et à Paris les 15 et 18 mars 1930 avec des allocutions de Charles Diehl, Camille Jullian, Gustave Glotz et Christian Pfister, Paris, Institut de France, 1930.

couvrir toute la durée de l'annexion¹². Le même amour de la patrie unit tous ceux qui rêvent de la retremper « par le livre et par l'épée » suivant les mots de Jean Macé¹³.

De fait, le traumatisme des « provinces perdues » n'est pas étranger à cette relecture du passé de la France. Jacques Flach en est probablement l'un des meilleurs interprètes, d'abord, à travers son enseignement à l'École libre des Sciences politiques (1877), puis au Collège de France où il succède à Édouard Laboulaye, avec l'appui de Taine (1883). Historien du Droit, médiéviste, il concentre ses recherches sur la genèse de l'État royal de la décomposition des royaumes francs à l'affermissement de la dynastie capétienne, et démontre, tout au long de ses *Origines de l'ancienne France* comment l'ordre féodal s'est construit face au « régime seigneurial » en minimisant l'influence germanique sur les institutions du haut Moyen Âge.

À ses yeux, l'autorité publique procède de la législation progressivement mise en place par le pouvoir, avec l'assentiment de ses sujets. Sa conclusion est la suivante :

Le spectacle que nous venons d'avoir sous les yeux se résume, malgré la multiplicité de ses aspects, en un déchaînement de forces individuelles. Force offensive, force protectrice ne servent plus que l'intérêt privé. La violence appelle la protection, mais la protection, à son tour, engendre la violence. C'est un cercle vicieux qui semble sans issue.

12. Ernest LAVISSE, *Souvenirs*, présentés par Jacques et Mona OZOUF, Paris, 1988. Lavissee donne un certain nombre de préfaces à des amis alsaciens, tels David Goldschmidt ou Auguste Lalance (1914).

13. Cf. Henri HAUSER, *La patrie, la guerre et la paix à l'école*, Paris, Comély, 1905, qui ne cache pas son hostilité au militarisme et au nationalisme auxquels il oppose sa conception républicaine d'une patrie vigilante face à l'Allemagne. Sa vision de l'Alsace-Lorraine se démarque de la doxa en vigueur, p. 80 : « Les Alsaciens ne s'amuse plus au jeu inutile et dangereux qui consiste à protester contre un traité vieux de trente-trois ans, et dont la France semble prendre son parti », « Mais ce qui n'est pas mort, c'est la mentalité française, la manière française de concevoir la vie, comme une chose libre, gaie, légère, pas plus sérieuse qu'il ne convient, surtout pas pédante ».

La force, en effet, n'a jamais été et ne sera jamais un principe de gouvernement des sociétés humaines. Même quand elle est au service de l'intérêt public, même pour remplir le rôle auquel elle semble le plus propre, le rôle tutélaire, elle est insuffisante en soi¹⁴.

Ce décryptage de l'histoire qui récuse la formule de Bismarck selon laquelle « la force prime le droit » forme le leitmotiv de la « protestation ». Il traverse la « crise allemande de la pensée française¹⁵ » en guidant le travail des philosophes et des historiens, qui, à l'instar d'Alfred Fouillée, dénoncent le « culte de la puissance » à l'honneur outre-Rhin.

Ce n'est pas en réduisant le droit à des « conflits de forces » ou à des « compromis entre les forces » que les races qui prétendent représenter l'humanité future la feront dès aujourd'hui reconnaître en elles, ce n'est pas en abaissant l'idée devant le fait accompli que les peuples qui se croient supérieurs se montreront en possession de l'idée¹⁶.

C'est précisément à cette idéologie que répond Henri Berr à travers de nombreux écrits dans lesquels il met en cause l'aveuglement de l'Université allemande incapable de combiner l'excellence érudite et l'esprit de synthèse. Placées sous l'étiquette *Vie et science*, ses *Lettres d'un vieux philosophe strasbourgeois et d'un étudiant parisien*¹⁷, peuvent être comprises comme le manifeste fondateur de ce qui sera, bien plus tard, la nouvelle histoire de Marc Bloch et de Lucien Febvre. « On ne saurait aller à la fois au large et à fond¹⁸. »

14. Jacques FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, t. 1, *Le régime seigneurial*, Paris, 1884. Les volumes suivants paraissent entre 1893 et 1917.

15. Cf. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1959.

16. Alfred FOUILLÉE, « L'idée moderne du Droit. Le droit, la force et le génie d'après les écoles allemandes contemporaines », *Revue des deux Mondes*, 1874, p. 517-549. Rappelons que l'épouse du philosophe, Augustine, est l'auteure, sous le pseudonyme de G. BRUNO, du *Tour de France de deux enfants* paru en 1877, qui propose à peu près la même vision des choses.

17. Henri BERR, *Vie et science : lettres d'un vieux philosophe strasbourgeois et d'un étudiant parisien*, Paris, 1894 ; cf. aussi Agnès BIARD, Dominique BOUREL et Éric BIAN (dir.), *Henri Berr et la culture du XX^e siècle : Histoire, science et philosophie*, Paris, Albin Michel, 1997, notamment l'article de Peter SCHÖTTLER, « Henri Berr et l'Allemagne », p. 189-204.

18. *Revue de synthèse historique*, n° 1 (1900).

Sur l'heure, dans les années 1890, il ne se démarque guère de ce que fait Lavisse, dont *l'Histoire de France* s'ouvre sur le volume de Gustave Bloch, *Les origines, la Gaule indépendante et la Gaule romaine* dont la conclusion semble annoncer, avec quarante ans d'avance, ce qu'écrira son fils dans *l'Étrange défaite* :

Le symptôme inquiétant pour cette société [de la fin de l'Empire romain], ce ne sont pas les mœurs. C'est une sorte de débilité et comme une langueur croissante dans la pensée spéculative et dans l'action civique. Nulle initiative, nul effort, nul renouvellement. On ressasse ce qui a été dit. L'atonie est la même dans la vie politique¹⁹.

Les historiens français connaissent-ils la réalité de l'Alsace à la veille de la guerre ? Leur mémoire leur fait-elle écran au point d'occulter les changements survenus sur place et la montée d'une génération nouvelle en dehors des milieux francophiles qui les accueillent, ceux qui gravitent autour de Pierre Bucher et de la *Revue alsacienne illustrée* ? L'enquête mériterait d'être menée plus attentivement, en mettant entre parenthèse René Bazin, Maurice Barrès et consorts. Certes, Gustave Schlumberger²⁰ fréquente les salons de Mélanie de Bussière et y côtoie le prince Eitel de Hohenzollern, surnommé Attila, ainsi que le couple Wedel, mais avoue : « j'avais horreur de rencontrer le fils de notre pire ennemi ». Charles Diehl confesse être retourné en Alsace en 1912-1913 « pour prêter [son] concours à l'œuvre admirable du docteur Bucher et participer à la lutte qu'il a soutenue avec tant d'intelligente persévérance pour le maintien de la langue et des traditions françaises en Alsace²¹ » tandis que Camille Jullian rappelle au public strasbourgeois « Ce que l'Alsace doit à la Gaule²² ».

19. Gustave BLOCH, *Les origines, la Gaule indépendante et la Gaule romaine*, Paris, Librairie Hachette, 1900 (*Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, tome 1, vol. 2), p. 422.

20. Gustave SCHLUMBERGER, *Mes souvenirs 1844-1928*, Paris, Plon, 2 vol., 1934.

21. Interview par Maurice BETZ, *L'Alsace française*, 29 juillet 1922.

22. *Cahiers alsaciens*, janvier 1913.

Mobilisation patriotique

Les universitaires de la génération de Lavissee et les plus âgés de leurs disciples ne participent pas aux opérations militaires de la Première Guerre mondiale, mais s'engagent sur le front des idées. Le Comité d'études et documents sur la guerre présidé par « l'instituteur national ²³ » a Durkheim pour secrétaire et compte parmi ses membres d'autres Alsaciens comme le juriste André Weiss ou Charles Andler et Lucien Herr. Ses travaux donnent lieu à la publication de brochures fondées sur des arguments historiques et philosophiques qui opposent civilisation et barbarie, en sacralisant le Droit tel qu'il avait été invoqué dans la protestation de Bordeaux. Le pathos et le manichéisme qui accompagnent ces analyses sont très largement relayés et ravivent une imagerie qui remonte souvent aux premiers temps de la Revanche, à l'instar de la brochure d'Émile Durkheim intitulée *L'Allemagne au-dessus de tout* ²⁴. *L'ouvrage s'achève sur la condamnation, irrévocable de la « mentalité morbide » de l'ennemi.*

La mobilisation des historiens peut emprunter des voies moins abruptes en réactualisant des recherches antérieures. Ainsi, au Collège de France, Jacques Flach propose un cours sur l'histoire du sentiment national et du patriotisme en France, en déroulant sa pelote chronologique « des chansons de geste aux chants de la Révolution », en 1916-1917, puis annonce, l'année suivante, un sujet sur « l'état politique et social de l'Alsace depuis son retour à la patrie française », retour placé en 1648 ²⁵.

Son collègue le numismate Ernest Babelon, lui aussi membre de l'Institut, tire de ses connaissances d'antiquisant, *La grande question d'Occident. Le Rhin dans l'Histoire* ²⁶ dans laquelle il oppose, classiquement,

23. ÉRIC THIERS, « Droit et culture de guerre 1914-1918. Le Comité d'études et documents sur la guerre », *Mille neuf cent*, n° 23, 2005, p. 23-48.

24. ÉMILE DURKHEIM, « *L'Allemagne au-dessus de tout* » : *la mentalité allemande et la guerre*, Paris, Armand Colin, 1915.

25. PAUL ANDRÉ, *Notice sur la vie et les travaux de M. Jacques Flach*, Paris, Firmin-Didot, 1921. Parmi les publications de circonstance de Flach, on peut citer *Le droit de la force et la force du droit*, Paris, Sirey, 1915, issu d'une conférence donnée dans le cadre de la Fédération protestante de France.

26. Paris, 1916.

Gaulois et Germains, tandis que Jean-Médéric Tourneur-Aumont, bibliothécaire à Nancy, publie son *Étude de cartographie historique sur l'Alémanie (Régions du Haut-Rhin et du haut-Danube du III^e au VII^e siècles*²⁷).

Dans les deux cas, les prémisses appellent des conclusions plus rudes qu'elles ne le laissaient prévoir. Babelon ne peut s'empêcher de relier les grandes invasions à l'actualité guerrière :

Les poèmes barbares ont perpétué jusqu'à nous la barbarie germanique. Le pangermanisme a pour dieu un monstre, Odin ou Wotan, comparable au Moloch carthaginois : il est accosté de deux idoles historiques, Arminius le félon et Attila, le Marteau du Monde.

À l'attention du grand public cultivé, les historiens et leurs amis publicistes ressassent la vulgate de la question d'Alsace-Lorraine à la lumière de la « guerre du Droit ». Édouard Schuré la claironne dans la *Revue des deux Mondes* dès l'automne 1914 :

Une Europe nouvelle, l'Europe fédérée, se lève à l'horizon. Son pacte, cimenté par le sang versé pour la cause commune, s'est conclu d'un libre élan vers un même idéal de justice et d'humanité. Elle châtierà les coupables et réglera les limites et le sort des peuples selon leurs âmes et leurs volontés. Alors l'Alsace-Lorraine, qui fut pendant un demi-siècle, aux mains de l'Allemagne, le gage d'une victoire inique, celle de la force brutale sur le droit, l'Alsace-Lorraine rendue à la France sera le gage et le symbole d'une victoire sereine et radieuse : celle du Droit sur la Force²⁸.

En 1917, Lavissee et Pfister interviennent sur le même sujet dans une brochure placée sous le slogan « Toute la France debout pour la Victoire du Droit », sous le patronage de Paul Deschanel. La démonstration reprend l'argumentaire historique dans la perspective du Congrès de Paix à venir. Là encore, le discours insiste sur l'échec de l'annexion en assénant l'idée selon laquelle l'Alsace serait immunisée contre le germanisme car :

Deux civilisations étaient en présence : celle de l'Allemagne avec son immense orgueil, son culte de la force, son assujettissement au militarisme et son désir de domination universelle, et celle de l'Alsace-Lorraine qui, pendant si longtemps, avait participé à la culture française et sur laquelle avait passé le souffle de la Révolution.

27. Paris, Armand Colin, 1918.

28. Édouard SCHURÉ, « L'Alsace française (1871-1914) », *Revue des deux Mondes*, novembre-décembre 1914, p. 435-455. Voir aussi *L'Alsace française. Rêves et combats*, Paris, Perrin, 1916.

L'autonomie acquise en 1911 est, à leurs yeux, un pis-aller, en attendant un retour au sein de la mère patrie :

Notre peuple veut que la patrie recouvre cette population qui lui appartenait, qui était la chair de sa chair, le sang de son sang. Il sait que cette volonté est fondée en droit et en justice. N'est-ce pas lui, notre peuple, qui a proclamé les droits de l'homme, et aussi le droit des peuples ? [...] La cause française est aussi la cause de l'humanité²⁹.

352

En proclamant que le Traité de Francfort est caduc, ce texte de combat exclut évidemment tout accommodement et replace le curseur en 1871.

Sous l'inusable « Question d'Alsace-Lorraine », Jules Duhem³⁰ rappelle que :

Tout a été dit, depuis quarante-cinq ans, sur la destinée malheureuse de cette Alsace-Lorraine, dont la mission historique, selon Michelet, était d'être « l'intermédiaire conciliatrice entre deux races » et qui devint tant de fois la rançon innocente des guerres qu'elle ne désirait pas.

Il invoque l'autorité de Funck-Brentano, de Flach ou de Pfister pour établir que « l'Histoire de l'Alsace-Lorraine ne se distingue plus de l'histoire de France » et que « nulle province plus que l'Alsace-Lorraine ne justifie historiquement sa nationalité française ». Son argumentaire hésite entre les racines profondes, corroborées par une toponymie selon laquelle le nom d'Alsace, donné par les Germains signifie pour eux « terre étrangère » — et la thèse d'une irréductibilité du passé alsacien à celui de ses voisins allemands.

29. Ernest LAVISSE, Christian PFISTER, *La question d'Alsace-Lorraine*, Paris, Armand Colin, 1917. Le discours de Paul Deschanel a été prononcé le 7 mars 1917.

30. « Vue générale de la question d'Alsace-Lorraine », *Mercure de France*, 16 juillet 1917, p. 193-228. Né en 1888, Duhem fera carrière comme professeur à l'École normale de Montpellier.

Cette singularité – illustrée par « la vieille fédération alsatique des villes libres », « le vieil esprit d'indépendance alsacien³¹ », s'explique par des relations permanentes avec les pays situés à l'ouest des Vosges, ou, plutôt, pour simplifier, avec la France. Mais est-ce bien la Révolution qui a consacré ces « affinités » ?

Tel est le terme de ce long enfantement de l'Alsace française, œuvre patiente du temps, de l'esprit de race, de bienfaits qui n'exigent pas la reconnaissance comme un dû, de la communauté d'aspirations vers un idéal de justice et de liberté. En dégageant l'Alsace de son féodal maillot d'arlequin, la France lui a permis de courir à ses destinées. Malheureusement, le cours des destinées normales de l'Alsace a été interrompu par un retour offensif de l'ennemi séculaire. Une fois de plus, la barrière du Rhin a été forcée, et notre marche frontière violentée par l'envahisseur³².

Cette inscription dans la durée suffit-elle à légitimer la thèse d'une appartenance imprescriptible ? C'est l'opinion de Jacques Flach, qui convoque le droit international pour réfuter l'annexion de l'Alsace par la Francie orientale lors du démembrement de l'Empire carolingien (en 870 !) et fait valoir que « toute l'histoire de France témoigne que ces droits n'ont depuis lors jamais été mis en oubli³³ », ajoutant bientôt que « l'âme de l'Alsace n'a trouvé que dans la France le génie propre à la féconder³⁴ ». Si l'on suit son raisonnement, la thèse fustelienne de l'adoption républicaine des Alsaciens risque d'en sortir affaiblie, au bénéfice d'une monarchie respectueuse des libertés locales.

31. Georges DELAHACHE, *Petite histoire de l'Alsace-Lorraine*, Paris, Éditions d'Alsace-Lorraine, 1918, préface de Paul Deschanel, 92 p. (dont 40 depuis 1870.)

32. Alphonse ALBERT-PETIT, « Comment l'Alsace est devenue française », *Revue des deux Mondes*, t. 27, mai-juin 1915. Albert-Petit (1860-1939) est, entre autres, l'auteur d'une histoire de Normandie parue dans la même collection que le livre de Rodolphe Reuss. C'est un admirateur de Lavisse.

33. Jacques FLACH, « La première réunion à l'Allemagne de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public », *Revue des deux Mondes*, 1^{er} octobre 1914, p. 3-16, tiré à part.

34. Développé dans un livre *Les Affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France*, Paris, Sirey, 1915, 158 p., dédié par Flach à Henri Welschinger.

Et n'est-ce pas donner raison à Jacques Bainville dont *l'Histoire de Deux peuples, La France et l'Empire allemand*, qui paraît justement en 1916, exalte le rôle pacificateur de la royauté française, et rêve de réduire l'Allemagne à l'impuissance, en la ramenant au « maillot d'arlequin » évoqué plus haut ³⁵ ?

De fait, en glissant du côté de la propagande, certains historiens finissent par reproduire les outrances qu'ils reprochent aux propagandistes allemands. Ainsi, Ernest Babelon, renvoyant le pangermanisme à la nuit des temps d'Arioviste et d'Attila, comme on l'a vu, ou bien Louis Batiffol, qui dirige la prestigieuse Bibliothèque de l'Arsenal, publiant son essai sur les *Anciennes républiques alsaciennes*, qui n'est pas étranger à un contresens durable sur la nature de la Décapole, selon lequel :

L'Alsace demeurée celte à travers les âges n'a subi jadis l'ancien Empire germanique qu'en sauvegardant son indépendance dans des républiques autonomes et s'est retournée vers la France au XVII^e siècle pour se mettre sous son protectorat lorsque l'Empire voulut détruire ses libertés ³⁶.

Ce spécialiste du règne de Louis XIII récidive en faisant paraître *L'Alsace est française par ses origines, sa race, son passé* ³⁷ dont le titre suffit à résumer le propos.

Les Alsaciens ne sont pas des Allemands mais des Français [...] Celtes d'origine, c'est-à-dire Gaulois, ils n'ont jamais été germanisés — les textes et les événements ne fournissent pas de traces de cette germanisation et les anthropologistes affirment que la race alsacienne est demeurée, ethnologiquement, à peu près pure des origines à nos jours.

En brandissant des statistiques selon lesquelles les Alsaciens des ossuaires — mais lesquels ? — sont les mêmes que ceux de 1918 et ne diffèrent aucunement des Auvergnats et des Bas-Bretons, Batiffol valide « scientifiquement » les pastiches pangermanistes de Hansi et tombe

35. Jacques BAINVILLE, p. 281. « Le germanisme, une fois en liberté, le règne de la force sans condition a reparu dans l'ancien monde, aggravé encore par la puissante concentration des États modernes et les ressources de la science [...] 1870 marque l'avènement de l'anarchie internationale ». Bainville n'évoque quasiment pas l'Alsace.

36. Louis BATIFFOL, *Les anciennes républiques alsaciennes*, Paris, 1918 ; « Comment l'Alsace est venue d'elle-même à la France au XVII^e siècle », *Revue de Paris*, 1918. Louis Batiffol est le frère d'Henri Batiffol, historien du dogme catholique.

37. Paris, Flammarion, 1919.

dans le piège de *l'Histoire d'Alsace racontée aux petits enfants d'Alsace et de France*. Il est sans doute de bonne foi, ce qui donne la mesure de l'érosion intellectuelle provoquée par le patriotisme de guerre dans l'un et l'autre camp³⁸. La thèse complémentaire de Tourneur-Aumont sur la place de l'Alsace dans l'Alémanie est, elle-même, contaminée par cet esprit au point qu'on peut se demander si la froide dignité d'un Fustel ou d'un Lavisse n'a pas cédé devant les baïonnettes de la passion. Au Moyen Âge,

L'Alsace ne participait pas, même alors, sans réserve à la culture allemande. Il y a souvent dans sa participation une attitude supérieure, le besoin et le pouvoir de perfectionner l'Allemagne. Ce sont des thèmes surtout français que l'Alsace au XIII^e siècle offre en modèles à l'Allemagne, comme autrefois elle nourrissait les légions romaines pour l'ordonner et formait des missionnaires pour la convertir. Ayant à souffrir plus que les autres régions des formes arriérées du droit public et du genre de vie où s'attardait l'Allemagne, l'Alsace a le plus travaillé à les amender. Terre libre dans l'ancien Empire germanique ou captive dans le nouveau, l'Alsace, dans une apparente association morale avec l'Allemagne, la dominait, luttait pour l'améliorer³⁹.

Rien appris, rien oublié?

Obsédés par la réparation du crime de 1870, les historiens français ont fortement contribué à l'éblouissement tricolore de novembre 1918. Ils ont partagé l'enthousiasme du retour de l'Alsace-Lorraine vécue comme une libération au sens moderne du terme⁴⁰. Ainsi, Louis Stouff, professeur à l'Université de Dijon, à qui « la victoire de la France et le retour des provinces perdues firent éprouver une joie inexprimable⁴¹ ». Des recherches permettraient sans doute de collecter les réactions « à chaud » de ces universitaires, aussi bien dans leurs publications que dans leur vie privée mais elles sont sans doute assez difficiles à mener⁴².

38. On pense au manifeste des 93, dans lequel des savants et des artistes allemands récusent la barbarie qui leur est imputée, le 4 octobre 1914.

39. Jean-Médéric TOURNEUR-AUMONT, *L'Alsace et l'Alémanie : origine et place de la tradition germanique dans la civilisation alsacienne : études de géographie historique*, Nancy, 1919, p. 5.

40. L'acception actuelle du mot n'apparaît guère avant 1918 : on parle plutôt de délivrance.

41. Notice nécrologique par Pocquet du Haut-Jussé dans les *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1936 (paru 1937), p. 44-52.

42. On peut rappeler que Durkheim a été anéanti par la mort de son fils unique, tombé au champ d'honneur comme les trois fils de Rodolphe Reuss.

Christian Pfister, qui est chargé d'organiser la Faculté des Lettres de l'Université refondée à Strasbourg en 1919 est, selon son ami Raymond Poincaré, l'incarnation même de l'Alsace retrouvée : c'est « l'Alsacien personnifié⁴³ ».

La leçon inaugurale prononcée par Lucien Febvre le 4 décembre 1919 est tenue pour le manifeste d'une histoire libérée de ses obligations politiques et militaires et, en quelque sorte, démobilisée. On en a retenu la formule suivant laquelle « une histoire qui sert est une histoire serve », qui est à la fois le procès des « mille mensonges et des mille astuces d'un vainqueur sans scrupule » et une mise en garde contre une vérité officielle assimilée à un « Évangile national⁴⁴ ». Faut-il l'interpréter comme une défiance à l'égard de ses propres compatriotes historiens, ou comme un retour sur le terrain scientifique après quatre ans d'inflammation ? Et peut-on voir dans la naissance strasbourgeoise de la nouvelle histoire, dix ans plus tard, le couronnement de la synthèse historique prônée par Henri Berr comme antidote à la fragmentation savante « *more germanico* » ? On pourrait longuement gloser sur les circonstances dans lesquelles le philosophe a élaboré son programme autour de l'interconnexion des sciences humaines. « Tout ce qui est tend à la vie, tout ce qui vit tend à la pensée », telle est la profession de foi que proclame le fondateur de la *Revue de synthèse*, à l'issue d'une ascension au Ballon d'Alsace, dans les dernières années du XIX^e siècle⁴⁵, en écho à ce qu'il avait suggéré quelque cinq ans plus tôt dans ses *Lettres d'un vieux philosophe strasbourgeois et d'un étudiant parisien* de 1894. En lançant la collection *L'Évolution de l'Humanité* dont le premier volume aurait dû paraître en octobre 1914, Henri Berr n'envisageait pas moins que « d'opposer aux synthèses allemandes, aux *Weltgeschichte* (sic) [...] qui avaient manifesté tout à la fois les préoccupations mondiales et les ambitions scientifiques de l'Allemagne, une œuvre française – où l'interprétation de l'histoire, si c'est possible, fût plus objective, plus profonde et plus claire⁴⁶ ». La clé de son œuvre se trouve dans son

43. *L'Alsace française*, 29 octobre 1933.

44. Daté du 4 décembre 1919, ce texte fameux a été imprimé sous le titre « L'histoire dans le monde en ruine » dans le numéro de *Revue de synthèse historique* paru en 1920.

45. Henri BERR, *L'avenir de la philosophie : esquisse d'une synthèse des connaissances fondée sur l'histoire*, Paris, Hachette, 1899, p. 508.

46. Henri BERR, *Le germanisme contre l'esprit français. Essai de psychologie historique*, Paris, La Renaissance du livre, 1918, p. 2.

rejet de l'« histoire serve » qui aurait cours outre Rhin et qui ferait des universitaires un « *Landsturm* professoral » au service d'un pouvoir despotique. C'est le refrain de la plupart de ses écrits théoriques, et, pour ainsi dire, sa contribution personnelle au débat national, en accordant une place de premier plan à « la question d'Alsace-Lorraine dans [la] vie morale [de la France] 1871-1914 ». Il serait sans doute assez facile de relier ces idées à celles de la vieille garde républicaine de Lavis, de Flach et consorts, mais elles sont dans l'air du temps, et, à terme, débouchent sur une histoire augmentée, plus riche et plus complexe que celle des tenants de l'histoire événementielle. On en voudra pour preuve *la Terre et l'évolution humaine* de Lucien Febvre, commencée en 1912 et parue en 1922, qui fait déborder les frontières de la discipline – bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'alluvions d'un autre temps⁴⁷.

En 1919, l'école des Annales est encore dans les limbes. Pour autant qu'on puisse le dire, au lendemain de la victoire, la « vérité française » offerte à « cette Alsace sevrée pendant presque un demi-siècle de parole et de pensée françaises », fonctionne sur le mode du « rien appris, rien oublié » : on réédite Reuss ou d'autres textes avec les cocoricos d'usage, et l'on assure, avec Camille Jullian et d'autres grandes voix, qu'« encore en l'an mille, pour un homme de Metz ou de Strasbourg, la France était la patrie, le Germain était l'ennemi⁴⁸ ».

S'il est facile de mettre sur le compte des « heures inoubliables » la régression historiographique qui consiste à faire l'ellipse sur la période de l'annexion ou à la réduire à un chapelet de protestation, force est de constater que ce demi-siècle allemand n'a pas été réellement pris en compte par les historiens français qui l'ignorent ou le minimisent.

Certes, depuis l'« intérieur », on a suivi ce qui se passait entre Vosges et Rhin, mais il n'est pas sûr qu'on en ait retenu le sens : le retour programmé de l'Alsace au sein de la mère patrie a été présenté

47. Ainsi, Tourneur-Aumont est invoqué pour opposer le Rhin « extérieur à l'Alsace » aux Vosges beaucoup plus perméables.

48. Émile WETTERLÉ et Carlos FISCHER (dir.), *Notre Alsace, notre Lorraine*, Paris, L'Édition française illustrée, 1919, p. 31-39.

d'une manière empathique, dans un souci de décompression plus que de compréhension véritable. C'est le thème du « baiser de la France » de novembre 1914 :

En dépit de l'union persistante des cœurs et des esprits, les deux lèvres de la déchirure, après quarante-quatre ans, ont besoin d'être rapprochées par des mains expertes et légères. Nous aurons à restaurer, à « réadapter » cette Alsace qui nous revient meurtrie, et d'autant plus digne de sollicitude qu'elle est une de ces « éternelles blessées » de l'histoire auxquelles coûte cher l'honneur d'être en avant-garde. Sachant comment elle est devenue française sous l'Ancien Régime, rendons-lui aisé le retour au foyer. Qu'elle se sente chez elle en reprenant sa place parmi nous. C'est d'ailleurs ce que le général Joffre lui a promis dans la visite qu'il lui a faite. Nous n'avons à lui demander aucun sacrifice de sa personnalité provinciale, elle n'en demande aucun à notre unité nationale⁴⁹.

L'évolution institutionnelle du *Reichsland Elsass-Lothringen* est considérée comme une illusion. Jacques Flach, qui l'a suivie attentivement, estime que la constitution de mai 1911 n'est qu'une manipulation politique. Il dénonce la docilité du D^r Hoeffel qui préside la chambre haute peuplée de créatures de l'Allemagne et la versatilité de Ricklin, à la tête de la chambre basse du *Landtag*. On trouve le même son de cloche dans le manuel scolaire de la collection Hachette sur le XIX^e siècle (1815-1920) destiné aux élèves de Terminale : les chapitres consacrés à la guerre et à ses lendemains ont été rédigés par Jules Isaac, qui reprend la collection fondée par Albert Malet, tombé au champ d'honneur en Artois, en septembre 1915.

Au cours des dernières années, l'affluence des immigrés allemands dans les villes, l'émotion causée aux Alsaciens-Lorrains, en majorité très catholiques, par l'abolition des congrégations et du concordat en France, avaient amené des changements dans la députation de l'Alsace-Lorraine et dans l'attitude de ses représentants au Parlement [...] L'esprit d'opposition avait donc revêtu des formes nouvelles. On parlait beaucoup d'autonomie et moins de protestations. Le gouvernement impérial avait cru utiliser ce courant en accordant en 1911 à l'Alsace-Lorraine une Constitution qui lui conférait un simulacre d'autonomie [mais], malgré la diversité

49. Alphonse ALBERT-PETIT, « Comment l'Alsace est devenue française », art. cit.

des méthodes employées pour la germaniser, l'Alsace-Lorraine était restée à la fois étrangère et hostile à l'égard de l'Empire ; sa fidélité à la cause française et sa résistance à l'assimilation sont un merveilleux exemple de grandeur morale ⁵⁰.

La candeur affichée par les partisans d'une réintégration résiste-t-elle au principe de réalité qui s'impose dans les premières années du régime français ? Oui et non, si l'on écoute les meilleurs connaisseurs du terrain, tel Georges Delahache, qui avait pourtant exprimé ses réserves quant à l'autonomie de 1911 réduite à « quelques formes, quelques apparences de liberté, [et à des] moyens insuffisants pour des fins interdites ⁵¹ ». En 1922, il considère que « seuls les faits parleront » et plaide pour une transition en douceur entre le régime d'avant 14 et le cours nouveau né de l'Armistice ⁵². Sa modération est à l'aune de la lucidité affichée par Rodolphe Reuss en 1919 :

Les plus sages ont pressenti dès le début qu'on commettrait fatalement des erreurs et des oublis en essayant de régler à la fois toutes les questions relatives à l'Alsace de demain, questions si compliquées parfois et même contradictoires, au milieu du conflit des langues et des races, des mœurs, des traditions et des croyances. Il était donc facile à certains de prévoir des tensions et même des conflits qu'ils ont essayé, peut-être, de susciter ensuite eux-mêmes [...] Il n'est aucune des difficultés de l'heure présente si sérieuses qu'elles soient que ne puisse aplanir la volonté énergique mais calme des gouvernants appelés à faire régner chez nous, avec le concours actif et joyeux des populations elles-mêmes, la justice et la liberté au profit de tous : heureux s'ils peuvent y joindre la pacification des esprits et le bien-être matériel ⁵³ !

Existe-t-il un mouvement favorable à une véritable décentralisation dont l'Alsace pourrait être le banc d'essai ? Plus mesuré et plus sage que beaucoup de ses collègues, Henri Hauser ⁵⁴ lui prête sa voix, en rappelant le programme de Nancy (1865), en énonçant le principe de subsidiarité – « ce qui est communal à la commune, ce qui est régional à la région, ce qui

50. Albert MALET, Pierre GRILLET, *XIX^e siècle. Histoire contemporaine (1815-1920)*, nouvelle édition comprenant l'histoire de la Grande Guerre, par Jules ISAAC, Paris, Hachette, 1921, p. 549-550.

51. Georges DELAHACHE, *Petite histoire de l'Alsace-Lorraine*, op. cit., p. 80.

52. Georges DELAHACHE, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, Hachette, 1921 (recueil de documents).

53. *Histoire d'Alsace*, rééd. 1919.

54. Comme en témoigne sa brochure *Le principe des nationalités : ses origines historiques*, Paris, Alcan, 1916.

est national à l'État », et en mettant en cause l'hypertrophie parisienne : « les Parisiens pouvaient continuer à croire que la France se divisait en deux parties : leur ville avec sa banlieue, puis une vaste région, indistincte, inerte et brumeuse, s'étendant jusqu'aux frontières, campagnes, grands villages morts parés du titre de villes, bref « la province » qui avait remplacé « les provinces »⁵⁵ ». Il estime que la décentralisation est en cours, notamment par le biais des universités, qui régionalisent le travail intellectuel depuis 1896. Son « girondisme » est peut-être une alternative aux déconvenues du « malaise alsacien ».

360

Faute d'avoir pu anticiper le retour des trois départements du *Reichsland*, les historiens français sont pris dans leur propre piège : ils ont contribué à celui-ci en méconnaissant l'histoire qui s'était poursuivie après 1871 et en se focalisant sur l'idéologie imputée à leurs homologues allemands. Au début des années vingt, quand le vieux Lavis se met le point final à son *Histoire de France*, mise à jour jusqu'au Traité de Versailles, ce sont des mots lourds de menaces qui parrainent sa conclusion :

L'Allemagne a voulu tuer la France ou, du moins, l'assujettir [...] La coalition de ses *Lehrer, Oberlehrer, Professoren, Prediger*, de ses *Junkers* et de ses magnats de finances et d'industrie nous menace de la revanche, et nous la promet décisive et définitive⁵⁶.

Ce scénario fataliste s'est réalisé dix-huit ans plus tard.

Conclusion

Convaincus par les mots de Wetterlé adressés au *Reichstag* « notre histoire n'est pas votre histoire », et que « l'Alsace française était une des forces du libéralisme dans le monde », suivant Paul Deschanel, les historiens français ont de la peine à intégrer les transformations subies par l'Alsace au cours de l'annexion, et plus spécialement encore leurs conséquences historiographiques, sur place aussi bien que dans le reste de l'Allemagne. Leur rhétorique n'a joué qu'au moment de l'« éblouissement tricolore »,

55. Henri HAUSER, *Le problème du régionalisme*, Paris, PUF, 1924. Cf. Séverine-Antigone MARIN et Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Henri Hauser, Humaniste, Historien, Républicain*, Paris, PUPS, 2006.

56. *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, t. 9, *La Grande Guerre*, par Henry BIDOU, Auguste GAUVAIN et Charles SEIGNOBOS, Conclusion générale par Ernest Lavis, Paris, Hachette, 1922, p. 542.

mais a perdu toute actualité dans les mois qui ont suivi, en Alsace, tout au moins. Le terrain « libéré » était occupé par une autre histoire, toute aussi différente de celle qu'avaient laborieusement forgée les universitaires allemands moqués par Hansi. On peut poser l'hypothèse selon laquelle l'intelligentsia locale, dominée par le clergé catholique, avait réussi à lui substituer un récit national alsacien centré sur l'« Église d'Alsace », interprète naturel du peuple alsacien⁵⁷. Cette histoire insulaire, qui se contente de rendre à César ce qui est à César, offre l'avantage d'être relativement amphibie, pour peu que ceux qui gouvernent rendent à l'Alsace ce qui est à l'Alsace, c'est à dire ses « libertés ». Autrement dit, elle offre une alternative à l'histoire abstraite, l'expression d'un pays réel opposé au pays légal des savants français. Sainte Odile avait chassé Marianne de l'espace public d'entre Vosges et Rhin, et le pape Léon IX barrait la route au Père Combes : la première avait racheté les fautes des ducs d'Alsace en offrant leurs terres à l'Église, et le second avait fait comprendre à leurs successeurs que le Saint-Esprit n'est plus aux ordres du roi. Ni de la République.

Mais ceci est une autre histoire.

57. Cf. Georges BISCHOFF, « L'histoire d'Alsace est-elle une invention catholique ? », *Les Saisons d'Alsace*, numéro spécial *Catholicisme. Un ancrage en Alsace par-delà les siècles*, décembre 2017, p. 4-8.

Résumé

Les historiens français et l'Alsace en 1918, du sens au contresens

La « guerre du Droit », à l'issue de laquelle l'Alsace redevient française a fortement mobilisé les historiens. En 1919, en affirmant qu'« une Histoire qui sert est une histoire serve », Lucien Febvre dénonce l'instrumentalisation du passé qu'il impute à la science allemande et lui oppose une sorte de neutralité distante, républicaine et laïque. Est-ce effectivement le cas de ses collègues et de ses compatriotes qui ont construit le « roman national » en vigueur sous la III^e République ? Le regard que l'historiographie française porte sur l'Alsace depuis 1871 mérite d'être analysé à travers les travaux de ceux qui lui consacrent leurs recherches et de ceux qui tentent de lui donner un sens, Renan, Fustel de Coulanges, Lavissee ou Henri Berr. Il n'est pas sûr, cependant, que cette lecture ait pris en compte des changements survenus au cours de la période.

362

Zusammenfassung

Die französischen Historiker und das Elsass im Jahre 1918, Sinn und Unsinn

Der „Krieg des Rechts“, in dessen Anschluss das Elsass wieder französisch wird, hat die Historiker sehr beschäftigt. Wenn 1919 Lucien Febvre sagt, dass „eine Geschichte die dient, eine versklavte Geschichte ist“ so will er damit die Instrumentalisierung der Vergangenheit, die er der deutschen Wissenschaft ankreidet, entlarven und ihr eine Art laizistische, republikanische und distanzierte Neutralität entgegenstellen. Ist dies auch der Fall bei seinen Kollegen und Landsleuten, die den während der III. Republik geltenden „nationalen Roman“ aufrecht erhielten? Den Blick, den die französische Geschichtsschreibung seit 1871 auf das Elsass wirft, verdient näher betrachtet zu werden anhand der Arbeiten derjenigen, die ihm ihre Forschungen widmen und versuchen im einen Sinn zu geben, Renan, Fustel de Coulanges, Lavissee oder Henri Berr. Es ist jedoch nicht sicher ob diese Betrachtungsweise auch wirklich die Veränderungen berücksichtigt, die in der Zwischenzeit stattgefunden haben.

Summary

How French historians interpreted and misinterpreted the “Alsace file”

The legal contest issue of Alsace becoming French again has seriously mobilized historians. In 1919 Lucien Fèbvre's words “history being at the service is servile” were denouncing the manipulation of the past operated by German scientists, contrary to a so called republican and secular form of unbiased neutrality. Does this really apply to those of his fellow historians and countrymen who have devised the «national epos» prevailing under the 3rd Republic? The way French historiography had been describing the history of Alsace since 1871 deserves to be analysed through the contributions of those carrying out their research on it and of those trying to read meaning into it: Renan, Fustel de Coulanges, Lavissee or Henri Berr. It is, unclear, however, whether this interpretation has taken into account the changes that occurred during that period.